

Les deux Genevois Théo? et Bastien et l'Italienne Eleonora sont devenus en quelques jours «les trois de Briançon». Ainsi les a surnommés le comité de soutien créé jeudi. Arrêtés dimanche dans les Hautes-Alpes à l'issue de la marche organisée le long de la frontière franco-italienne (in la Tribune de Genève)

>Via Perce-Frontières

Deux amis et camarades (B & L) de Genève sont en ce moment en détention provisoire à Marseille pour avoir aidé des personnes sans statut légal à passer la frontière, en bande organisée...

Perce-Frontières relaie l'appel à demande de soutien envoyé par le "Collectif pour les 3 de Briançon" et profite de ce mail pour énoncer évidemment son soutien inconditionnel !

Le contexte :

Ce samedi 21 avril des militants du groupuscule Génération Identitaire se sont rendus au Col de l'Échelle dans les Alpes françaises pour y mener une nouvelle action anti-migrant·e·s avec pour objectif de bloquer l'entrée du territoire français. Ils y ont aussi déposé une gigantesque banderole portant un message xénophobe. Le lendemain, côté italien, plusieurs personnes initialement rassemblées pour une rencontre-débat sur la thématique des frontières ont pris l'initiative spontanée d'un déplacement solidaire avec une trentaine de personnes en exil afin de traverser la frontière jusqu'à Briançon, et ce, en réponse au durcissement du contrôle des frontières franco-italiennes et au déploiement de haine et de racisme de la part d'un mouvement fascisant la veille. Suite à ça, 3 personnes (B, L & E) ont été placées en détention provisoire dont 2 genevois, ils ont besoin de soutien !

Comment soutenir :

Si 'tu es' un collectif, une association, un partis, etc. il est demandé de prendre position publiquement pour la libération de nos amis et camarades !

Ce mardi, pendant le cortège du 1er mai, rejoignez-nous à la fin, aux Bastions, pour aller devant l'ambassade de France qui est devant ! SOYONS NOMBREUX.SES

Tu as envie de bouger mais ne sait pas quoi faire, ou au contraire tu as des idées que tu aimerai proposée hésite pas à contacter : comitedesoutien-3db@riseup.net

--> De manière générale n'hésitez pas à contacter comitedesoutien-3db@riseup.net afin de les tenir au courant si vous signez ou faites des actions afin de centralisé les mobilisations de soutien.Merci d'avance pour votre soutien !

N'oublions pas non plus que B & L sont en prison pour avoir aidé des personnes illégalisées. Ces dernières sont souvent isolées lorsqu'elles arrivent dans les différents pays Européen et elles sont la cible première des incarcérations massives que pratique l'Europe ! Il est donc indispensable de se mobiliser également en soutien à elles, par des correspondances en prison, de l'argent, du soutien juridique, prendre contacte avec leur famille, etc.

LIBERTÉ POUR B, L & E

LIBERTÉ POUR LES PERSONNES ILLÉGALISÉES PAR LES ÉTATS RACISTES

Le Collectif Perce-Frontières

Deux camarades genevois ont été interpellés et mis en détention préventive à Gap en France et sont accusés d' « aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire national et en bande organisée ». Une troisième personne est détenue à Marseille pour le même chef d'accusation.

Les trois personnes ont été arrêtées suite à une manifestation qui a eu lieu entre Montgenèvre et Briançon et qui avait pour but de répondre à l'action des fascistes de Génération Identitaire, qui avaient déjà fait parler d'eux quand ils avaient affrété le bateau C-Star pour empêcher le sauvetage des personnes en exil en Méditerranée. La contre-manifestation a réuni 170 personnes - exilé.e.s et solidaires - afin de passer la frontière pour rejoindre Briançon.

La tentative de s'organiser collectivement contre ce dispositif répressif fait peur à l'Etat, qui voit bien son pouvoir être attaqué de toute part. Après plus de 24h de garde-à-vue, les deux camarades ont été mis en détention préventive à la maison d'arrêt de Gap en attente de la première audience de leur procès, qui se tiendra le 31 mai au Tribunal de Gap. La situation est semblable pour la personne détenue à Marseille.

La répression qui répond à cette manifestation de solidarité avec les personnes en exil est totalement démesurée et fait froid dans le dos. Le gouvernement français, après avoir réitéré son intention de fermer ses frontières en augmentant son dispositif policier et militaire, tente de montrer l'exemple en sortant son arsenal judiciaire dont personne n'est dupe. La réponse politique qu'apporte le gouvernement Macron aux actes de solidarité révèle très clairement la tournure autoritaire de l'Etat français.

Les personnes qui tentent de franchir la frontière depuis des mois dans les Hautes-Alpes, subissent quotidiennement le contrôle et la répression de la police française. La tentative de s'organiser collectivement contre ce dispositif répressif fait peur à l'Etat, qui voit bien son pouvoir être attaqué de toute part.

Nous sommes conscient.e.s que la peine que nos camarades pourraient encourir n'est pas négligeable, c'est pourquoi nous appelons à la solidarité internationale, pour eux et toutes celles qui subissent la répression !

Solidarité avec nos camarades ! Solidarité avec les personnes en exil ! Solidarité avec les prisonnières politiques !

DÉROULÉ D'UN GAI WEEK-END DE MOBILISATIONS A LA FRONTIÈRE

Contexte : Toute la semaine, la re-militarisation de la frontière a été entamée : sur jeudi, vendredi, samedi, seules 2 personnes ont réussi à passer. Le dispositif de contrôle a été renforcé par au moins 20 militaires (chasseurs alpins en entraînement) présents sur la route pendant la nuit, et 3 motoneiges.

Samedi, à partir de 9h du matin UNE CENTAINE DE GÉNÉRATIONS IDENTITAIRES (français mais aussi italiens, venus de plusieurs pays d'Europe) SONT MONTÉS AU COL DE L'ECHELLE en raquettes. Le but, indiqué dans les médias, était de faire une action symbolique massive pour « attirer l'attention » sur la frontière franco-italienne et de « bloquer la frontière » pour dissuader les migrant-es de passer.

Les observations des militant-es sur le terrain portent plutôt les effectifs à 80-90 que plus d'une centaine. Ils étaient accompagnés de 2 hélicoptères, qui ont survolé Briançon le dimanche matin, et suivis par des drones, PREUVE QU'ILS ONT DES FINANCEMENTS IMPORTANTS.

Samedi après-midi, lors du carnaval à Gap, une annonce de la situation à la frontière a été faite ainsi qu'un appel à protéger les lieux. Pendant la nuit, ainsi, 10 à 20 personnes ont pu être présent-es sur chaque lieu.

Les Générations Identitaires ont dormi à l'hôtel à Chantemerle. Des militant-es ont fait des rondes toute la nuit pour observer leurs mouvements, ils ont été mobiles mais rien de particulier n'a été remarqué. Il est néanmoins important de signaler qu' UNE SEULE VOITURE DE GENDARME ÉTAIT PRÉSENTE AU COL DE L'ECHELLE PENDANT TOUTE LA SOIRÉE/NUIT DE SAMEDI, CE QUI CONTRASTE IRONIQUEMENT AVEC LA FORCE DU DISPOSITIF POLICIER UTILISÉ POUR BLOQUER LES ENTRÉES DES CAMARADES EXILÉ-ES.

Samedi soir différents projets pour contrer l'action des Identitaires ont été discutés, dont l'idée d'un passage en groupe de la frontière, débattu à Clavière avec les quarante exilé-es qui y dormaient.

Dimanche : Ce 22 avril une mobilisation était prévue par les différents collectifs italiens à Clavière, des cycles de débats et de discussions sur l'histoire de la frontière.

De nombreuses personnes sont donc montées à cette occasion et il a été possible de mettre rapidement en place une action commune. La décision de former un cortège pour accompagner les camarades exilé-es jusqu'à Briançon a été adoptée collectivement et ainsi, DIMANCHE MIDI UNE GROUPE DE PLUS DE 150 PERSONNES EXILÉES ET SOLIDAIRES EST PARTI À PIED DE CLAVIÈRE. LES MANIFESTANT·ES ÉTAIENT 170 EN HAUT DE MONTGENÈVRE QUAND ILLES ONT REJOINT LA ROUTE PRINCIPALE.

Suite à un problème de communication, une camarade grenobloise est passée en voiture, avant le cortège, transportant trois exilés. La voiture a été arrêtée en haut de Briançon. Les trois personnes qu'elle transportait ont été, selon la police, descendues à Gap avec les mineurs. LA CAMARADE A ÉTÉ MISE EN GARDE À

VUE À LA POLICE NATIONALE ET RELÂCHÉE 8H PLUS TARD. ELLE TÉMOIGNE D'HUMILIATIONS VÉCUES PENDANT SA GARDE-À-VUE.

Pendant ce temps, un barrage de police attendait le cortège à la sortie du tunnel de Montgenèvre, mais les forces de l'ordre étaient clairement en sous-effectifs (moins d'une cinquantaine, avec deux lignes de quelques dizaines de policiers formant un barrage corporel). Sans doute alarmés par les slogans des manifestant·es qui résonnaient joyeusement et avec force dans le tunnel, les policiers ont manifesté des signes de peur en voyant arriver le cortège, notamment en reculant. Ils n'ont fait usage d'aucun moyen de dispersion, aucune sommation de dispersion n'a même été émise, aucun tir de gaz n'a été fait. Le terrain fait qu'ils ne pouvaient pas arrêter l'ensemble des manifestant·es et les camarades exilé·es ont pu contourner le barrage sans difficulté.

Le cortège a continué sa longue marche sous le soleil, le long de la route, pendant les 19 kilomètres qui séparent Clavière de Briançon. L'hélicoptère du PGHM survolait la scène de très près, sans doute pour filmer ou compter les personnes rassemblées, et la police suivait le cortège sans essayer de bloquer la route. Une voiture d'Identitaires inconscients a traversé le cortège en filmant la scène, ce qui a conduit à l'égratignure d'un de leurs véhicules.

Pendant ce temps, tout au long de l'après-midi, des renforts de gendarmerie sont montés depuis la vallée à grand cris de sirènes. Démunis, ils se sont postés au Champ de Mars et devant certains endroits de Briançon, plutôt dans l'optique de les protéger des lieux importants (poste, gendarmerie, gare) que d'attaquer le cortège, qu'ils ont laissé passer.

À l'arrivée, le cortège est passée par la ville de Briançon pour augmenter sa visibilité, les manifestant·es galvanisées par la force collective qui leur avait permis de passer sereinement la frontière. Des visages sympathiques et des soutiens ont été manifestés par des passants au long de la route et ainsi, EN ARRIVANT AU REFUGE SOLIDAIRE, LE CONVOI AVAIT AUGMENTÉ JUSQU'À ÊTRE COMPOSÉ DE 250 PERSONNES.

Le cortège est arrivé 17h30-18h dans l'effervescence et la joie et les camarades exilé·es ont pu être mis·es à l'abri au Refuge. Tout le monde est resté rassemblé sur le parking de la MJC, pour délibérer, discuter, se reposer de la marche.

Vers 18h30 la décision a été prise de se rendre à la police nationale pour demander la libération de nos camarades arrêté·es plus tôt dans l'après-midi. Dans ce mouvement, deux ou trois militant·es italien·nes ont été arrêté·es alors que le cortège passait devant la gendarmerie. ACTUELLEMENT PERSONNE N'A DE LEURS NOUVELLES. ILLES SONT SANS DOUTE ENCORE EN GARDE-À-VUE.

Une fois arrivé à la police nationale, dans l'incertitude de savoir si les camarades étaient détenu·es dans ces locaux, le cortège est retourné devant le Refuge Solidaire.

Vers 19h – Un militant briançonnais a été interpellé alors qu'il buvait tranquillement une bière à la gare. Les gendarmes ont contrôlé son identité sans raison. ILS SE SONT JETÉS À 6 SUR LUI, POUR LE METTRE AU SOL, IL A ÉTÉ MENOTTÉ. ALORS QU'IL SE DÉBATTAIT IL A REÇU DES COUPS DE GENOUX DANS LE DOS, DES COUPS DE PIED SUR LA TÊTE. Pour les militant·es briançonnais·es, il s'agit d'une tentative de VENGEANCE PAR INTERPELLATION, ciblée contre un individu connu par les autorités locales et qui relève d'un odieux règlement de compte couvert par la force de l'État.

Alors que tout le monde se trouvait devant le Refuge Solidaire, un groupe est allé à son secours. Ces militant·es ont été violemment gazé·es au poivre ; illes ont réussi à extraire le camarade des coups des gendarmes et à s'abriter au Refuge solidaire, les visages brûlés par les gaz. LE CAMARADE, DÉFIGURÉ, AURAIT DÛ SE RENDRE IMMÉDIATEMENT À L'HÔPITAL, MAIS IL A PRÉFÉRÉ RESTER CACHÉ PENDANT LA NUIT PAR PEUR D'ÊTRE ARRÊTÉ. LA POLICE DÉTIENT SES PAPIERS ET SON TÉLÉPHONE.

Pendant ce temps, un groupe de gens (une petite dizaine) identifiés comme des militants d'extrême droite regardaient la scène, debout sur le trottoir de la gare, aux côtés des policiers.

20h00 – Une dame du Refuge Solidaire a fait une annonce : La police aurait prévenu une voisine qu'un groupe de gens armés de cocktails Molotov étaient amassés au coin de la rue, prêts à attaquer d'ici quelques minutes. Elle voulait demander à la police d'intervenir pour protéger le Refuge, mais la police aurait refusé d'agir (s'agissait-il d'une supposition de sa part ou d'une vraie déclaration de la police?) tandis que les « antifascistes » étaient présents sur les lieux.

Dans la précipitation et face au risque d'une mise en danger du Refuge, un groupe est parti protéger le squat de Briançon et les camarades italiennes ont organisé un départ expéditif en convoi de voitures, par l'arrière du Refuge.

Le soir : Une soixantaine de personnes sont remontées à Clavière pour tenir le lieu ; une veille a été assurée à l'autre lieu de Briançon. Dans ces deux lieux, rien à signaler.

Pendant ce temps, seules trois bénévoles sont restées au Refuge toute la nuit pour s'assurer de la sécurité des sans-papiers sur le lieu. Les rondes des voitures de gendarmerie montraient que la police jetait un œil régulier mais elle n'était pas présente devant le Refuge pour protéger ses habitant·es.

Dimanche après-midi, dans la presse, les membres de Génération Identitaire ont annoncé qu'ils s'en allaient mais qu'un groupe resterait toute la semaine dans le Briançonnais pour patrouiller sur «les différentes routes qu'utilisent les migrant·es pour venir en France ». Satisfaits de la « phase 1 » de leur « mission », ILS ANNONCENT UNE « PHASE 2 » À VENIR DONT ON N'A AUCUNE IDÉE DE CE À QUOI ELLE RESSEMBLERA. _

Le soir, notre ami Collomb a annoncé dans un communiqué qu'il «_»condamne avec la plus grande fermeté l'ensemble des provocations, gesticulations et incidents qui ont marqué ce week-end dans les Hautes-Alpes et dont des groupes d'activistes d'ultra droite et d'ultra gauche sont respectivement à l'origine ». Il «_ rappelle la volonté de l'Etat de combattre ceux qui souhaitent faire échec aux «_contrôles» des frontières comme ceux qui prétendent se substituer aux forces de l'ordre ds ces missions »._

IL PROFITE DONC DE CETTE OCCASION POUR nous faire la faveur de DÉCRÉTER IMMÉDIATEMENT LE RENFORCEMENT INTENSIF DES CONTRÔLES À LA FRONTIÈRE, AVEC DES ARRIVÉES MASSIVES DE TOUTE LA RÉGION._

Ce lundi matin, partout dans Briançon, la gendarmerie mobile et des CRS patrouillaient, ce qui empêche les exilé·es vivant à Briançon de se déplacer en sécurité dans la ville. Un barrage a été installé à la Vachette.

Des dizaines d'autres cars de CRS ont été vus en train de monter depuis la vallée. On peut aller jusqu'à estimer le nombre de policiers et gendarmes actuellement présents à 200.

LA SITUATION EST CRITIQUE. LA PLUPART DES SOUTIENS MILITANT·ES EXTÉRIEURS, DONT LA PRÉSENCE A ÉTÉ INDISPENSABLE POUR RÉALISER UNE FORTE ACTION DE SOLIDARITÉ CE WEEK-END, VONT PARTIR DANS LES JOURS QUI VIENNENT._

Cet après-midi à Gap, trois personnes sont passées en comparution immédiate pour « aide à l'entrée irrégulière sur le territoire en bande organisée« .

Samedi dernier, une centaine de membres du groupe d'extrême droite « Génération Identitaire » ont bloqué la frontière au Col de l'Echelle sans être inquiétées par les forces de l'ordre qui se sont contentées d'observer. Aucune plainte n'a été déposée malgré les dégradations qu'ils ont commis (dans et autour d'un refuge d'altitude en zone protégée) et le fait qu'ils aient d'autorité interdit la libre circulation à la frontière.

Dimanche une marche solidaire s'est spontanément organisée au départ de Clavière (Italie) pour accompagner une trentaine de migrants qui risquaient d'être pris à partie par les « identitaires » restés dans le Briançonnais (Hautes Alpes). Parvenus à Montgenève, un cordon de gendarmes barrait la route pour interdire au cortège de passer la ligne frontalière. Ce cordon quasi-symbolique a tout d'abord reculé devant les marcheurs avant d'être contourné, sans heurts, ni violence. L'ensemble des personnes, pour la plus grande part des « non-ressortissants français » est ainsi descendu ensuite jusque Briançon où les migrants ont pu être accueillis par les centres d'accueil solidaires installés en ville.

En soirée, alors que la manifestation était dissoute, les forces de l'ordre ont mené plusieurs interpellations en ville et six personnes, parmi les quelques cent cinquante participants, ont ainsi été déférées devant le procureur de Gap.

Trois ont été retenues, les trois autres n'ayant pas pu être identifiées sur des photos prises lors du passage de la frontière.

Trois personnes donc, un suisse, une italienne et un jeune homme ayant la double nationalité suisse et belge ont comparu cet après-midi, assistés par deux avocats commis d'office. Une trentaine de citoyens solidaires ont pu assister à l'audience après avoir dû produire leurs pièces d'identité (qui ont été photocopiées...) lors du passage du sas de sécurité.

L'audience a permis d'entendre que ces trois marcheurs solidaires avaient un casier judiciaire vierge, en France comme dans leur(s) pays d'origine, deux étaient inscrits dans des cursus universitaires avec prochainement des examens à passer, l'autre devait tout aussi prochainement être embauché (comme maître-nageur). Aucune marque de délinquance ou d'immoralité n'ont pu leur être attribuées par le procureur qui a d'ailleurs répété plusieurs fois « qu'ils étaient fort sympathiques »...

Compte-tenu de la lourdeur de la peine qu'ils encourraient (7 à 10 ans puisque la circonstance aggravante de « bande organisée » a été retenue par le procureur), ce dernier a demandé au tribunal de les placer sous mandat de dépôt. Si, selon lui, ces jeunes personnes devaient pouvoir assumer leur responsabilité pour avoir participé à ce qu'il considérait comme un grave délit, il considérait par contre que du fait de leurs nationalités, un simple contrôle judiciaire ne pouvait suffire à garantir qu'elles viennent se présenter lors de leur procès à venir (le 31 mai). Dans le cas où les juges ne retiendraient pas la mise en détention, il a subsidiairement proposé de prononcer ce contrôle judiciaire dont il avait dit douter de l'efficacité...

Lors de leur plaidoirie les deux avocats ont très bien su démontrer l'inutilité d'une mise en détention, d'autant que les trois jeunes personnes étaient tout à fait d'accord pour se présenter au procès.

Bien que cela n'ait pas été dit lors de l'audience, le fait qu'elles soient déjà représentées par des avocats n'imposait même pas qu'elles assistent physiquement à ce futur procès.

Après délibération, les juges ont prononcé la mise en détention. L'assistance en est restée abasourdie, tout comme les avocats pour qui cela représente un précédent juridique. Aucune personne ayant participé à une marche solidaire n'avait encore jamais été mise en détention provisoire jusqu'à ce jour. Les deux avocats vont voir les recours dont ils disposent pour demander la libération de leurs clients.

Le réseau de citoyens est en alerte.

Tout le monde est choqué.

En dehors d'un positionnement politique cette décision n'a aucun sens et ce positionnement n'augure rien de bon en matière de justice. En termes de « convergence » s'approcherait-on de celle des brutes ?

Claude WEISMAN

<https://renverse.co/Repression-a-la-frontiere-franco-italienne-deux-genevois-en-preventive-1507>

<https://alpternatives.org/2018/04/24/tribunal-de-gap-05-un-petit-air-de-tarnac/>

<https://valleesenlutte.noblogs.org/post/2018/04/25/trois-potes-en-prison/>

<http://lahorde.samizdat.net/2018/04/23/defend-europe-un-autre-coup-rate-sur-le-col-de-lechelle-et-repression-sur-les-antifascistes/>

<https://paris-luttes.info/en-traversant-la-frontiere-10065>

<https://www.solidarites.ch/geneve/immigration-racisme/1155-2018-cdp-solidarite-militants>

Maison d'Arrêt de Gap : 1 Place Grenette, B.P. 60, 05007 GAP CEDEX

Téléphone : 0492532090 / Fax : 0492534874

<http://www.annuaires.justice.gouv.fr>

[http://www.annuaires.justice.gouv.fr/#cmq_path=organismes%2Fmaison-d-arret-de-gap%2F4eb263342935944ef50001cb&cmq_category=%C3%89tablissement%20p%C3%A9nitentiaire%20\(EP\)&cmq_sort_key=organism-type&cmq_territory=05000%20GAP&cmq_poi_index=1](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/#cmq_path=organismes%2Fmaison-d-arret-de-gap%2F4eb263342935944ef50001cb&cmq_category=%C3%89tablissement%20p%C3%A9nitentiaire%20(EP)&cmq_sort_key=organism-type&cmq_territory=05000%20GAP&cmq_poi_index=1)
Centre pénitentiaire de Marseille, 239, chemin de Morgiou, Marseille 9e.